La prévention des radicalisations menant à la violence dans les établissements d'éducation : bilan et perspectives

La problématique antiterroriste a connu un infléchissement majeur au cours des dernières années, passant de la lutte contre l'« islam radical » à la lutte contre la « posture djihadiste », et enfin à la lutte contre la « radicalisation » menant à la violence. Non plus centrée sur la répression de la préparation, du financement et de la participation à des actes terroristes, la lutte antiterroriste se donne désormais pour tâche de remonter en amont dans les différentes étapes du passage des individus à la violence politique. Une telle évolution a été popularisée par l'expression anglaise « what goes on before the bomb goes off ».

Il existe donc un changement de paradigme décisif en matière de lutte contre le terrorisme, changement qui pose des défis importants pour les établissements d'enseignement. Parce que l'accent est désormais mis sur le processus de radicalisation menant à la violence – c'est-à-dire une transformation graduelle de l'individu vers des prises de position de plus en plus extrêmes qui peuvent déboucher sur des actes violents – des mécanismes et des outils de « détection », de « prévention » et également de « postvention » sont mobilisés.

Ce changement de paradigme, de même que la surexposition de la radicalisation (sous sa forme religieuse, mais pas seulement) menant à la violence, est porteur de plusieurs enjeux. Le plus important d'entre eux concerne le rôle attribué aux établissements d'éducation dans la lutte contre les différentes formes de radicalisation menant à la violence. Si la nécessité de les impliquer dans ce travail de lutte fait consensus, les modalités et les degrés de cette implication font débat, en particulier du fait de la tension qui existe entre la « prévention » (notamment primaire) et la « détection ».

La conférence de l'ACFAS 2017 se tiendra deux ans après que les départs en Syrie et l'arrestation d'adolescents et de jeunes adultes ont contribué à faire de la prévention de la radicalisation menant à la violence une des priorités du gouvernement québécois. Ce colloque doit permettre de tirer un premier bilan des actions menées dans les établissements d'éducation, d'interroger le contexte social dans lequel elles se sont déroulées, et de mettre de l'avant les pistes les plus prometteuses pour le futur. Si l'expérience québécoise sera privilégiée, nous ne ferons pas la porte à des expériences dans le reste du Canada et à l'international.

Trois axes non exclusifs seront privilégiés :

- **Retours d'expériences.** Il s'agira de présenter des actions concrètes expérimentées localement par des enseignants, des intervenants ou des directions en essayant, dans la mesure du possible, de présenter une évaluation de ces actions (en particulier leurs effets sur les étudiants), mais également d'interroger les rôles attribués aux enseignants/intervenants dans la prévention de la radicalisation menant à la violence.

Cet axe sera l'occasion de voir comment les élèves et les étudiants ont réagi à ces activités.

- **Radicalisation ou radicalisations : les enjeux du passage du singulier au pluriel.** Alors que la radicalisation menant à la violence a d'abord été appréhendée dans sa déclinaison djihadiste, il apparaît aujourd'hui plus juste d'employer un pluriel afin de mettre de l'avant l'idée des diverses formes que peut prendre le processus de radicalisation menant à la violence.
- **Ce que le discours social fait au travail de prévention.** Ce troisième axe propose de prendre du recul par rapport aux événements de 2015 et d'interroger les « effets d'imposition » auxquels les établissements d'éducation ont dû faire face. Alors même que le travail sur le vivre ensemble et la prévention des comportements violents prend son sens sur le temps long, il a fallu répondre avec célérité à une demande autant sociale que politique. Dans ces conditions, il est utile de se demander comment les établissements d'éducation se sont adaptés à ces demandes.

Les propositions de communication (25 lignes maximum) doivent être envoyées par courriel en français avant le **vendredi 10 février 2016** à Frédéric Dejean (fdejean@cmaisonneuve.qc.ca) et à Habib El Hage (helhage@crosemont.qc.ca).

Les organisateurs du colloque évalueront toutes les propositions reçues et les auteur.e.s recevront une réponse le **vendredi 24 février 2016**.

Responsables du colloque : Frédéric Dejean (Collège de Maisonneuve) et Habib El Hage (Collège Rosemont)